

	En milliers de dollars	3. Année financière	Dépenses (en milliers de dollars)
C. Intérêt versé sur obligations du gouvernement du Canada:			
Montant estimatif d'intérêt versé à des détenteurs d'obligations du gouvernement du Canada dans la province	13,140	1944-45	78,921
		1945-46	111,350
		1946-47	118,915
		1947-48	115,732
		1948-49	102,196
		1949-50	103,882
		1950-51	133,191
		1951-52	110,293
		1952-53	139,918
		1953-54	141,883
D. Estimation des principales dé- penses effectuées par les mi- nistères ou organismes du gou- vernement dans la province:		*Total des dépenses	\$1,156,281
a) Agriculture	7,776		
b) Citoyenneté et Immigration	1,993		
c) Finances	782		
d) Pêcheries	12		
e) Justice	1,309		
f) Travail	922		
g) Mines et Relevés techniques..	57		
h) Défense nationale	19,763		
i) Santé nationale et Bien-être social	1,367		
j) Revenu national	1,497		
k) Travaux publics	1,592		
l) Ressources et Développement économique	2,405		
m) Gendarmerie royale du Ca- nada	4,023		
n) Commerce	568		
o) Transports (y compris C.M.R. et C.P.N.)	1,519		
p) Affaires des anciens combat- tants	2,328		
q) Société centrale d'hypothè- ques et de logement	304		
	48,217		
E. Part proportionnelle des cotisa- tions versées par le gouverne- ment fédéral à la caisse d'as- surance-chômage			
Part attribuée à la province d'a- près la proportion du nombre de travailleurs assurés dans la province par rapport au nombre des travailleurs assu- rés au Canada	764		
	139,918		

*Total des dépenses

[M. Benidickson.]

*Les données relatives aux dépenses ne comprennent pas:

a) les dépenses budgétaires d'ordre plus général qui sont effectuées à l'avantage du pays dans son ensemble et qui profitent directement à toutes les provinces. Dans cette catégorie se rangent les dépenses de l'organisme législatif central à Ottawa, des services financiers et administratifs à Ottawa et des services de recherches du Conseil national de recherches.

b) les versements effectués à la plupart des fournisseurs de marchandises et de services, vu que dans bien des cas ils sont faits au siège social de la société et, en conséquence, ne se prêtent pas à une répartition exacte par provinces.

VENTE DE MAISONS, À ARVIDA (P.Q.)

M. Knowles:

1. Y a-t-il eu des pourparlers ou des négociations, ou un échange de correspondance, entre l'Aluminium Company of Canada et le gouvernement fédéral, ou l'un de ses ministères, divisions, organismes ou fonctionnaires, au sujet de la vente, à ses employés, de certains logis appartenant à ladite société à Arvida (Québec) et de l'éventualité de quelque aide ou participation fédérale à l'égard de telles ventes?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été l'objet de ces pourparlers, de ces négociations ou de cette correspondance?

3. A quel point en est arrivée la question?

4. Quelles seraient les modalités d'une telle aide ou participation?

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, les hauts fonctionnaires de mon ministère ont mené une enquête auprès des services vraisemblablement intéressés en vue de répondre à cette question, mais aucun renseignement n'a été obtenu et la réponse est qu'il n'y a pas eu de pourparlers que nous sachions. Si l'honorable député peut jeter quelque lumière sur ce sujet, j'en serais heureux.